

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
25 mars 2024  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-huitième session**  
Points 31 et 80 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-neuvième année**

**Prévention des conflits armés**

**Crimes contre l'humanité**

**Lettre datée du 22 mars 2024, adressée au Secrétaire général  
et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration faite par les chambres de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'agression perpétrée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord contre l'État souverain de Yougoslavie (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 31 et 80 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 22 mars 2024 adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Déclaration des chambres de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie adressée à l'Organisation des Nations Unies, aux organisations parlementaires internationales et aux parlements des États étrangers à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'agression perpétrée par les États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord contre la République fédérale de Yougoslavie**

À la veille du vingt-cinquième anniversaire de l'agression perpétrée par les États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la République fédérale de Yougoslavie, les chambres de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie affirment la nécessité de donner une juste appréciation de cette violation flagrante des normes du droit international, laquelle a ébranlé les travaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et eu un effet néfaste sur les relations entre les États européens.

Les chambres de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie expriment leur profonde inquiétude face aux tentatives persistantes de l'Occident collectif de faire passer auprès de la communauté internationale l'acte d'agression contre la République fédérale de Yougoslavie pour une opération de maintien de la paix, d'effacer les victimes des bombardements de l'OTAN et de faire porter aux Serbes la faute des guerres dans les Balkans.

Entre mars et juin 1999, les forces armées des États membres de l'OTAN ont mené une campagne barbare de bombardements contre des infrastructures civiles, notamment des installations de transport et d'énergie, ainsi que contre des sites industriels, qui a fait plus de 2 000 morts parmi la population civile yougoslave, dont des dizaines d'enfants. Ce petit État souverain situé au cœur de l'Europe a vu s'abattre sur lui 2 300 missiles de croisière et 14 000 bombes.

Les militaires des États membres de l'OTAN ont recouru massivement à des munitions à l'uranium appauvri, causant des dommages irréparables à l'environnement et augmentant la prévalence des cancers dans la région. L'ampleur de la catastrophe environnementale n'est pas encore mesurable.

L'impunité de l'OTAN pour les frappes qu'elle a menées sur la Yougoslavie a ouvert la voie à d'autres actions militaires dans le monde entier, sous couvert de lutte « pour les valeurs de liberté et de démocratie ». C'est parce que l'Occident collectif est convaincu de son infaillibilité et de son droit à décider du sort des autres peuples et États que le régime néonazi a prospéré en Ukraine, régime qui, à la suite du coup d'État de 2014, a entrepris de mener à bien une politique de génocide contre la population russe et de déclencher un conflit armé sur le territoire de ce pays.

Les chambres de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie demandent à l'Organisation des Nations Unies, aux organisations parlementaires internationales et aux parlements des États étrangers de condamner l'opération militaire menée par les pays de l'OTAN contre la Yougoslavie, de contrecarrer les efforts déployés pour déformer, selon la vision de l'Occident collectif, la vérité historique des événements tragiques de 1999, et de prendre des mesures pour amener les États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à répondre de l'agression menée contre la République fédérale de Yougoslavie devant les instances juridiques internationales.